



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Burundi | Les exigences de contributions financières aux services et employés du secteur public renforcent le phénomène de détournements des fonds

Rapport sur la gouvernance et les droits
économiques et sociaux au Burundi

février 2023

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	i
0.INTRODUCTION	1
I.PERSISTANCE DE LA CRISE DU CARBURANT ET DES CONTRADICTIONS POLITIQUES SUR LES CAUSES DE LA SITUATION	1
II.LA HAUSSE DU TICKET DE TRANSPORT, DES PRIX DES PRODUITS SUR LES MARCHES ET UNE NOUVELLE SPECULATION SUR LA VENTE DU SUCRE SOSUMO ET DU CIMENT BUCECO	2
III. DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES FORCEES A L'ORIGINE DES DETOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS ET DES SPECULATIONS SUR LES MARCHES	5
IV. LES SPOLIATIONS FONCIERES COMME CAUSE DE PAUVRETE ET DE L'EXIL AU BURUNDI	6
V. DES MESURES ADMINISTRATIVES ATTENTATOIRES A LA LIBERTE D'ENTREPRISE.....	7
V.1. Fermeture des bistrotts et des restaurants, les opposants politiques plus ciblés.....	8
V.2. Des mesures de la BRB de suspension des groupements communautaires d'épargne et de crédits et de régulation des crédits et découverts bancaires	8
VI. SANTE PUBLIQUE : ACCES DIFFICILE AUX SOINS DE SANTE SUITE A LA HAUSSE DES PRIX DE M2DICAMENTS ET A LA MAUVAISE GESTION DES STRUCTURES DE SOINS	9
VI.1. Un centre de santé non fonctionnel pour délaissement et mauvaise gestion	9
VI.2. Les prix des médicaments essentiels plus élevés dans les Centres de santé que dans les Bureaux des Districts Sanitaires.....	10
VII. EDUCATION NATIONALE : LES EFFECTIFS DES ABANDONS SCOLAIRES S'ACCROIENT DE MANIERE INQUIETANTE.....	12
VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	14

0.INTRODUCTION

La situation sociale et économique se détériore du jour au lendemain au Burundi. La crise de carburant persiste et ses multiples conséquences sur la survie des citoyens s'accroissent. Le pays traverse les pires moments de hausse des prix des produits de base, et de spéculations financières sur les marchés. Pendant ce temps, le parti au pouvoir ne cesse d'imposer aux citoyens et employés du secteur public, des contributions financières forcées, ce qui renforce des comportements de corruption et de détournement des fonds publics.

Les dignitaires soucieux de s'enrichir davantage s'accaparent de vastes étendues de terres qu'ils retirent aux simples exploitants qui ne vivaient que de cela. Des citoyens sont en plus surpris par des mesures administratives qui restreignent leurs moyens de subsistance notamment la fermeture des bistrotts et des restaurants et la menace de déstabilisation des regroupements communautaires informels d'épargne et de crédits. Et entre temps, des burundais ont un accès difficile aux services et aux soins de santé suite notamment à la montée exponentielle des prix des médicaments, à l'insuffisance du personnel et du matériel sanitaire, et à la mauvaise gestion des structures de soins.

I.PERSISTANCE DE LA CRISE DU CARBURANT ET DES CONTRADICTIONS POLITIQUES SUR LES CAUSES DE LA SITUATION

Depuis le début du régime du Président Evariste Ndayishimiye, l'économie nationale va de mal en pis. Les pénuries récurrentes du carburant empirent la situation dont les conséquences sur la survie des citoyens se révèlent de plus en plus dramatiques. Dès le début de cette période du rapport, le carburant de type essence a manqué dans les stations-service partout dans les provinces du pays. Seuls les marchés parallèles servaient ce produit à des prix exorbitants qui variaient entre 8000FBu et 13000FBu le litre, alors que le prix officiel à la pompe varie entre 3250 et 3300FBu. On a observé dans différentes provinces de longues files d'attente de véhicules sur les stations d'essence et sur certaines frontières du pays, surtout du côté de la Tanzanie et de la République Démocratique du Congo. En province Makamba et dans d'autres provinces y

compris la Marie de Bujumbura, le manque de carburant de type essence a duré au moins 3 semaines, ce qui a paralysé pas mal de services publics et/ou privés.

Des personnalités publiques dont le Président de la République, le Premier Ministre et le Directeur Général (DG) de la REGIDESO se sont succédées pour s'exprimer sur les causes de ce problème. Selon le Président de la République, Evariste Ndayishimiye, ce sont des détracteurs de son régime qui cherchent à déstabiliser l'économie nationale et à rendre difficile son pouvoir. Ainsi, il a décidé de prendre en main le commerce de carburant en le confiant à l'entreprise « Le Prestige » appartenant à son épouse, ce qui n'a pas non plus résolu le problème.

Selon les déclarations du DG de la REGIDESO le 14 février 2023, l'entreprise de l'Etat chargée de l'eau et de l'électricité à qui le régime a confié le transport du carburant depuis la Tanzanie, c'était « un petit problème technique de GPS non fonctionnels sur les camions citernes », survenu en Tanzanie. Ce qu'il n'avait pas mentionné, c'est que pour avoir les GPS, il faut d'abord payer aux services tanzaniens de recettes.

De son côté, le Premier Ministre Gervais Ndirakobuca n'a pas mâché les mots. Lors de son intervention publique à l'hémicycle de Kigobe le 23 février 2023, il a indiqué aux deux chambres du parlement réuni que la fin du problème de manque de carburant n'est pas pour demain. Pour lui, le problème de devises reste posé et en plus la voie routière exige beaucoup de temps.

Faisant suite au conseil des Ministres tenu le 13 février 2023, le porte-parole du gouvernement Prosper Ntahorwamiye a informé le public qu'une nouvelle société internationale va s'occuper de l'approvisionnement en carburant, mais que le pays n'a pas de stocks stratégiques et que donc la construction de ces infrastructures va être une priorité.

II.LA HAUSSE DU TICKET DE TRANSPORT, DES PRIX DES PRODUITS SUR LES MARCHES ET UNE NOUVELLE SPECULATION SUR LA VENTE DU SUCRE SOSUMO ET DU CIMENT BUCECO

La carence de l'essence a entraîné naturellement la hausse du ticket de transport et des prix de différents produits alimentaires sur les marchés partout dans les provinces. Le prix du ticket de transport en commun entre le chef-lieu de la province Makamba par exemple et celui de Bujumbura-Mairie est passé de 12500 à 15000FBu, soit une augmentation de 2500FBu. Pour les petites voitures qui exercent le transport, le ticket est passé de 15000 à 20 000FBu pour le même

trajet. Les transporteurs expliquent que cette hausse est due au fait qu'ils s'approvisionnent sur le marché noir où le litre d'essence s'achetait à 8000FBu. Le ticket de transport sur motos a également augmenté. Le trajet qui était à 500FBu a doublé. Un véhicule de type hiace qui était loué entre 180000 et 200000 FBu est monté jusqu'à 250 000FBu. La location des véhicules de type coaster est passé de 300000FBu à 350000FBu par jour. Suite à cette hausse du ticket de transport, différentes marchandises arrivent à destination à des prix très élevés.

Dans tous les marchés du pays, les produits alimentaires ont considérablement connu une inquiétante hausse de prix. Des prix que le pays n'avait jamais connus dans son histoire. Les prix du kg de haricot et de riz sont cités en exemple. Ces deux produits n'avaient jamais dépassé les plafonds respectivement de 1200 et 2000FBu.

En province Ngozi par exemple, le kg de haricot et de riz est arrivé respectivement à 3500 et 5000FBu.

En province Cibitoke, le prix d'un kg de haricots, de riz et de la farine de manioc est passé de 3000FBu à 3600FBu pour les 2 premiers produits, et de 1500FBu à 2000FBu pour la farine de manioc, et cela partout sur les marchés de toute la province. Les commerçants grossistes expliquent que cette situation est causée par la baisse significative de la production, le coût de transport élevé suite au manque de carburant, les taxes trop élevées perçues sur plusieurs points de passage, ainsi que les exigences de contributions forcées et les rançonnements qui sont imposées par le parti au pouvoir.

Toujours à Cibitoke, la spéculation sur les prix touche les produits BRARUDI. Très rares dans la plupart des coins de la province, le prix de l'Amstel 65 cl et de la Primus 72 cl est passé respectivement de 2500FBu à 3000FBu, et de 1700FBu à 2000FBu. Ces prix varient suivant qu'on s'éloigne des centres urbains. Précisons que la plupart des bistrotts appartiennent aux membres du parti au pouvoir qui excellent dans la spéculation. Les bars détenus par les partisans de l'opposition se voient souvent fermés et la réouverture conditionnée par le versement des pots de vin. Une vingtaine ont été fermée dans les communes Mabayi et Rugombo au cours d'une période ne dépassant pas un mois.

La situation est également compliquée en ce qui concerne la vente du ciment BUCECO produit sur place dans la province Cibitoke. Seuls les proches du parti au pouvoir ont le privilège d'être

approvisionnés et à leur tour, ils spéculent sur les prix en vendant le sac de 50 kg à 37000FBu, violant ainsi le prix officiel du gouvernement qui est de 28500FBu.

Interrogé à ce propos, le Gouverneur de province Carême Bizoza ne nie pas la hausse des prix de la plupart des produits de première nécessité. Il se contente de mettre en garde tous les spéculateurs sans actions concrètes pour juguler le phénomène.

Du côté de la **province Bururi**, le Gouverneur tente de prendre de vaines mesures pour réguler les prix du ticket de transport, mais sans trouver de solution à la carence du carburant qui dérègle ce secteur. Selon le communiqué sorti mardi le 21 février 2023, le ticket de transport Bururi – Matana ainsi que celui de Bururi- Rumonge était supposé revenir à 4000FBu. Depuis deux semaines, les conducteurs avaient fixé le ticket de transport sur les mêmes tronçons à 10 000FBu, justifiaient cette hausse du ticket de transport par la pénurie du carburant. Au chef-lieu de la province Bururi, sur les trois stations services, aucune ne disposait d'essence alors que la plupart de véhicules de transport empruntant ces tronçons consomment de l'essence.

La vente de sucre connaît aussi une nouvelle spéculation après une certaine période d'accalmie. Alors que son prix officiel est fixé à 2500FBu, dans certaines localités de la **province Ngozi** et d'autres provinces du pays, le prix variait entre 3000FBu et 4500FBu le kg. Pourtant, le Directeur Général de la Société Sucrière du Moso (SOSUMO) n'a cessé de déclarer que les quantités de sucre produites sont assez suffisantes et que rien ne peut justifier le non respect du tarif gouvernemental sur ce produit. Il l'a répété ce 24 février lors d'un point de presse.

La crise du carburant, les rançonnements et les exigences incessantes de contributions financières au profit du parti au pouvoir sont à l'origine des spéculations diverses.

En province Rumonge, deux hommes, Claver Minani et Albert Bandyayera ont été condamnés le 10 février 2023 à 6 ans de réclusion et d'une amende de 500000FBu pour fraude de carburant et atteinte à l'économie nationale. Ils ont plaidé coupables et déclaré l'avoir fait pour récupérer les montants qu'ils avaient été contraints de verser à leur parti CNDD-FDD. Dans les stocks du deuxième condamné, le TGI de Rumonge y a saisi au moins 109 sacs de ciment. Le prisonnier a précisé que lors de l'approvisionnement de ce ciment depuis le marché central de Rumonge, il avait été obligé de payer une somme de 150000FBu destinée à la contribution pour le parti au

pouvoir. Il précise qu'il avait ainsi intégré cette somme dans le prix de vente de ce ciment pour récupérer ce montant.

III. DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES FORCEES A L'ORIGINE DES DETOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS ET DES SPECULATIONS SUR LES MARCHES

Le parti au pouvoir n'a cessé d'exiger des contributions financières à la population burundaise en général, et aux employés du secteur public en particulier. Des personnes qui paient plus sont les plus "choyées" et considérées comme fidèles alliés, peu importe l'origine de ces contributions. Ainsi, pour mériter des estimations, des gestionnaires dans différents secteurs publics rivalisent d'ardeur pour détourner les fonds publics qu'ils donnent à leur parti. « *Si je donne au parti 100000FBu, j'en profite à mon tour pour empocher au moins 50000FBu* », nous affirme un titulaire d'un centre de santé contacté.

Cette vérité pourtant bien connue des autorités du parti ne l'empêche pas de continuer à exiger des contributions financières à la population et aux employés des différents secteurs publics.

En province Cankuzo, le parti CNDD- FDD a exigé depuis le mois de janvier de cette année, des contributions pour construire une permanence provinciale au chef-lieu de la province. Les contributions varient de 1000FBu à plus ou moins 100000FBu, selon les barèmes préétablis par les autorités dudit parti. Par mois, un simple citoyen doit verser au moins 1000FBu. Un petit exploitant de boutique paie 2000FBu. Un commerçant entre 5000 et 20 000FBu, selon son revenu. Un enseignant D6 ou D7 (enseignants de la fondamentale) paie 2000FBu. Un enseignant de niveau universitaire donne 2500FBu. Un directeur d'ECOFO donne 10.000FBu. Un directeur d'un collège à faible effectif d'élèves 20 000FBu, un directeur d'école à effectif élevé d'élèves donne 50 000, et 80 000f pour les lycées. Un député de la circonscription et des cadres de l'Etat versent chacun 100 000FBu. Les Centres de Santé donnent un montant forfaitaire mais les titulaires contribuent personnellement. Les administrateurs communaux contribuent à hauteur de 50 000FBu et leurs conseillers 20 000FBu chacun.

A partir de ce mois de février 2023, tout le monde a été interpellé par le même parti au pouvoir pour donner des contributions financières qui serviront à la confection des pagnes neufs et des tee-shirts pour se préparer à temps aux campagnes électorales prochaines. Le Gouverneur et les députés élus dans la circonscription de Cankuzo doivent verser chacun un million de francs burundais. D'autres cadres de l'Etat nommés par décret versent chacun 500000FBu pendant que d'autres sans nomination donnent 15.000FBu. Les simples fonctionnaires de l'Etat paient des montants qui varient entre 5000 et 10000FBu. Ces paiements sont une obligation pour les fonctionnaires membres du parti et facultatifs pour d'autres fonctionnaires. Les listes doivent être confectionnées et acheminées à la permanence provinciale du CNDD- FDD. Les membres de ce parti se lamentent et disent être dépassés par des contributions qui n'en finissent pas.

IV. LES SPOLIATIONS FONCIERES COMME CAUSE DE PAUVRETE ET DE L'EXIL AU BURUNDI

Ces derniers jours, les digfomnitaires du régime rivalisent dans l'exploitation agricole de vastes étendues de terres qu'ils retirent le plus souvent aux petits exploitants. Ainsi, ces derniers se retrouvent sans aucun autre moyen de subsistance et contraints de prendre le chemin d'exil.

Dans une période ne dépassant pas trois mois, au moins 350 personnes ont fui les communes Rugombo et Buganda, en province Cibitoke, en direction de Sange, situé dans la plaine de la Rusizi, territoire d'Uvira, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, après avoir été expulsées de leurs propriétés foncières. « Sur ordre de l'entreprise COGERCO, j'ai été sommé de céder ma propriété de 5 hectares arguant qu'il s'agit d'un domaine de l'Etat alors que je vivais à cet endroit depuis plus d'un demi-siècle », s'indigne un octogénaire joint par téléphone de l'autre côté de la Rusizi. Notre interlocuteur a eu le soin d'ajouter que l'administrateur de Rugombo y possède pour le moment des champs de cultures variées.

Même son de cloche en commune Buganda pour ce père de 10 enfants qui a franchi la frontière avec toute sa famille, il y a un mois. Sur ordre des autorités locales, il a été contraint de quitter sa propriété foncière héritée de son arrière-grand-père. Il indique que l'argument avancé sans aucune preuve tangible est qu'il exploitait une propriété foncière appartenant à l'Etat.

Plusieurs autres demandeurs d'asile en RDC se retrouvent dans la même situation et regrettent que des dignitaires au pouvoir les ont chassés de leurs terres après les avoir accusés d'exploiter

les terres domaniales. « *Il s'agit des mensonges montés de toutes pièces pour nous voler nos terres* », explique une source administrative sous couvert d'anonymat. Cette dernière déplore des étendues de terres appartenant à la société ex-RUGOFARM mais spoliées par la CNTB en faveur de l'Etat et de ses dignitaires. « *Au départ, tout portait à croire que les simples paysans allaient avoir droit d'exploiter ces terres, mais seuls les hauts cadres du CNDD-FDD y possèdent de grandes étendues de terres au grand dam des paysans* », regrette un jeune homme de Rugombo qui se trouve au site de transit de Sange en RDC.

Le Gouverneur de la province Cibitoke invite la population à respecter les mesures de l'Etat et de restituer les terrains appartenant au domaine public. Il précise que les anciens domaines fonciers de RUGOFARM sont pour le moment exploités par des agriculteurs regroupés dans des coopératives Sangwe. Il se refuse de commenter des informations faisant état de terres aux mains des hauts dignitaires civils et militaires au pouvoir.

En province Rutana, la population des dépressions du Kumoso, précisément dans les zones Muzye et Butezi en commune Giharo, province Rutana grognent contre la mesure d'expropriation par l'Etat au profit de l'extension de la société sucrière (SOSUMO). Selon un cadre du ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, ce projet pourra être mis en vigueur dès le mois de mai de l'année en cours (2023). La superficie concernée équivaut à environ 5000 ha. C'est un terrain qui est riche en riziculture mais également en palmeraie. Jusqu'à présent, aucun processus d'indemnisation n'a encore été amorcé. Le risque que l'Etat prenne ces terres sans indemnisation est grand car certaines autorités chuchotent que cette plaine est constituée de terres domaniales. Les habitants de cette localité qui vivaient de la culture du riz et autres denrées très fertiles dans cette plaine de la Malagarazi ne voient pas sur quel saint se vouer.

V. DES MESURES ADMINISTRATIVES ATTENTATOIRES A LA LIBERTE D'ENTREPRISE

Les mesures de fermeture des bistrotts et des restaurants, les menaces de suspension des regroupements communautaires d'épargne et de crédits et enfin la mesure consistant à réguler les crédits et les découverts bancaires sont mal reçues par la population burundaise qui les qualifie de « mesures punitives » visant à restreindre les moyens de subsistance des burundais.

V.1. Fermeture des bistrots et des restaurants, les opposants politiques plus ciblés

Cette période de rapport a été caractérisée par des mesures administratives de fermeture des bistrots et des restaurants dans certaines provinces du pays.

En province Rumonge, l'administration en complicité avec le Ministre de l'Intérieur a définitivement fermé au moins 12 bistrots et 2 dépôts accusant les propriétaires de spéculer sur les prix des produits de la BRARUDI. Les tentatives de demande de pardon n'ont pas abouti.

20 bistrots et 11 restaurants ont été fermés en **province Muyinga** pendant que 48 bistrots et 17 restaurants l'ont été en commune Matana, **province Bururi**.

En province Cibitoke, la mesure a touché une vingtaine de bistrots appartenant pour la plupart aux présumés opposants politiques. Les victimes sont contraintes de donner des pots-de-vin pour pouvoir ouvrir et poursuivre leurs activités.

V.2. Des mesures de la BRB de suspension des groupements communautaires d'épargne et de crédits et de régulation des crédits et découverts bancaires

La Banque de la République du Burundi (BRB) a pris une mesure, le 31 janvier 2023, qui suspend l'enregistrement de petites associations d'épargne et de crédits, mais en même temps leur a exigé de travailler dans la légalité faute de quoi des sanctions seront prises à leur endroit. La mesure touche des milliers de regroupements communautaires dits « ibirimba » qui se trouvent partout dans les collines et les communautés, et permettent à de petites gens de s'entraider mutuellement en mettant en commun de petites épargnes.

La même banque centrale du Burundi interdit, dès le premier mars 2023, aux banques et micro-finances de donner des crédits ou découverts aux salariés dont le coefficient d'engagement a atteint 60%. La BRB interdit également aux clients des banques et micro-finances de liquider

leurs crédits avant l'échéance prévue estimant qu'il y a des gens qui liquident leurs crédits avant l'échéance pour en demander d'autres.

VI. SANTE PUBLIQUE : ACCES DIFFICILE AUX SOINS DE SANTE SUITE A LA HAUSSE DES PRIX DE MEDICAMENTS ET A LA MAUVAISE GESTION DES STRUCTURES DE SOINS

VI.1. Un centre de santé non fonctionnel pour délaissement et mauvaise gestion

Le Centre de Santé de la colline Mena, zone Ramba, commune Kabezi, province Bujumbura, fait face au manque d'équipements médicaux, d'eau potable et du personnel. La population de la zone Ramba précise que ce CDS, après inauguration par le Président Pierre Nkurunziza le 14 août 2018, possédait des équipements nécessaires pour accueillir les patients de la localité et des environs.

Suite à la mauvaise gestion, certains matériels ont été endommagés, d'autres pillés et vendus, et le centre de santé complètement délaissé pour des intérêts purement égoïstes. Pour le moment, les habitants de cette localité sont obligés de recourir à d'autres centres de santé plus éloignés pour leurs soins médicaux. Les habitants de la zone Ramba comprennent mal le silence et la complicité des autorités administratives et sanitaires face à cette situation.



Photos du Centre de Santé de Mena. ©Photos Privé

VI.2. Les prix des médicaments essentiels plus élevés dans les Centres de santé que dans les Bureaux des Districts Sanitaires

Le Prix d'Achat (PA) de quelques médicaments essentiels à la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels du Burundi (CAMEBU) a monté d'une façon inquiétante. Le premier tableau montre le niveau de montée des prix à la Centrale d'Achat en comparant les prix des mois de décembre 2022 et février 2023. Le deuxième tableau compare les prix aux Centres de santé à ceux pratiqués au niveau des Bureaux des Districts Sanitaires.

Tableau1 : Les prix des médicaments essentiels à la CAMEBU

	Médicament	P.A. décembre 2022	P.A. février 2023
1	Paracétamol Cès 500 mg	26.000	27.900
2	Paracétamol sirop	850	1100
3	Amoxicilline Gl	10990	12950
4	Amoxicilline sp 25 mg	1790	2250
5	Amoxicilline sp 125 mg	1150	1790
6	Antalex T	5370	6590
7	Efferalgan vitamine C	3780	4990
8	Effelargan Cès sp	4560	5990

En comparant les prix du mois de décembre 2022 à ceux du mois de février 2023, le tableau montre une augmentation de 1900 FBu pour la boîte de paracétamol cés, 250 FBu pour le paracétamol sirop, 1960 pour l'amoxicilline, 1210 pour l'Efferalgan vitamine et 1430 pour l'Effelargan Cès.

Tableau2 : Les prix de quelques médicaments essentiels dans les Bureaux des Districts Sanitaires (BDS) et dans les Centres de Santé (CDS)

Produit	Consultation +Dosage	Prix de Vente au BDS	Prix de Vente au CDS
Aspegic	500mg	509	559.9
Albendazole sirop	100mg/ml	103	113.3
Aminophiline	100mg21	21	23.18
Amoxiciline	500mg	76	83.6
Amoxiciline	1250mg	3149	3463.9
Amoxiciline	250mg	63	69.3
Cotrinidazole sirop	240mg/5ml	1260	1386
Quinine majeur	500mg	189	205.9
Quinine	100mg	60	66
Salbutamol	100mg	26	-
Sulfate de Zinc	200mg	29	319
Tétracycline	-	672	739.2
Hydrocotizone	10mg	499	548.9
Metronidazole	125mg/5ml	834	917.4
Paracetamole	100mg	21	23.1
Paracetamole	500mg	23	25.3

Nous constatons que les prix des médicaments essentiels varient suivant que l'on est au BDS ou au CDS. Aux CDS qui sont les plus proches de la population, les prix sont à la hausse par rapport au BDS qui sont les plus éloignés de la population.

VII. EDUCATION NATIONALE : LES EFFECTIFS DES ABANDONS SCOLAIRES S'ACCROIENT DE MANIERE INQUIETANTE

Les statistiques des abandons scolaires deviennent de plus en plus inquiétantes au Burundi. Au moins 8631 cas ont été enregistrés dans seulement trois provinces Muramvya, Mwaro et Cibitoke où nous avons pu obtenir toutes les statistiques au niveau provincial.

Ce phénomène s'accroît dans le pays dans un contexte généralisé de chômage, de pauvreté et de discours politiques qui dénigrent l'école et découragent la jeunesse. Le contexte est tel qu'en plus des personnalités au plus haut niveau de l'Etat et des commerçants les plus riches du pays n'ont pas décroché de grands diplômes, au moment où des jeunes qui ont des diplômes vivent dans la misère et la pauvreté suite au chômage.

Lors de la célébration de la journée dédiée à la jeunesse en date du 11 février 2023 « inkerebutsi day », le Président de la République a fait l'éloge d'un jeune qui se débrouille alors qu'il n'a pas étudié. D'après lui, l'école crée plus de problèmes qu'elle ne les résout. Elle crée le chômage et la souffrance alors que ceux qui n'ont pas étudié sont à l'aise.

De son côté, le secrétaire général du parti au pouvoir, Révérien Ndikuriyo, devant un parterre de jeunes provenant de tous les coins du pays, n'a pas hésité d'affirmer que l'école n'est en rien utile dans la vie quotidienne. Pour lui « $(x^2-1) = (x-1)(x+1)$ ne sert à rien et n'aide pas à capturer les termites ». Tous les éléments ci haut évoqués démoralisent et démotivent les jeunes enfants burundais qui abandonnent en nombre inquiétant l'école partout dans les provinces du pays.

En province Muramvya, la Direction Provinciale de l'Enseignement enregistre 2706 cas dont 1255 filles et 1451 garçons, soit 118 cas au niveau maternel, 2315 au fondamental de la 7^{ème} année à la 9^{ème} année, et 273 au post-fondamental et pédagogique.

En province Ngozi, 500 élèves sur 18000 ont abandonné l'école au cours du premier trimestre de cette année scolaire 2022-2023 en commune Busiga, tandis que 1500 cas d'abandons scolaires ont été enregistrés en commune Kiremba.

En **province Mwaro**, 1599 élèves dont 875 garçons et 724 filles ont abandonné l'école cette même période du 1^{er} trimestre de l'année en cours. Les données fournies par la DPE révèlent que les garçons représentent 54,73% et les filles 45,27% des cas d'abandons scolaires répertoriés en cette période. La commune qui enregistre plus de cas est Ndava avec 485 cas, suivie par celle de Kayokwe avec 278 cas. Dans 3 autres communes, les effectifs d'abandons scolaires sont presque identiques. Il s'agit de la commune Rusaka avec 235 cas, Nyabihanga avec 238 et Bisoro avec 233 cas d'abandons scolaires. La commune qui enregistre moins de cas est celle de Gisozi avec 130 cas.

En **province Muyinga**, 764 élèves du fondamental et post fondamental de la commune de Gasorwe ont abandonné l'école au cours du premier trimestre de cette année scolaire 2022 - 2023. Le nombre le plus élevé des cas d'abandons se retrouve au fondamental où on enregistre plus de 450 cas. Pendant l'année scolaire écoulée, la province a enregistré plus de 18000 cas d'abandons.

En province Cibitoke, la DPE enregistre en tout 4326 cas dont 3658 au Fondamental, 185 au Post-Fondamental, 33 cas dans l'enseignement technique et 450 à la maternelle.

VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La population burundaise traverse les moments les plus difficiles de son existence. Dans tous les secteurs de la vie, les signaux sont au rouge et les solutions sont loin d'être trouvées. Les responsables au plus haut sommet de l'Etat se contentent des discours parfois contradictoires qui cachent mal le tâtonnement et l'incapacité politique à faire face à la situation. Pendant que la population souffre, les dirigeants manipulent, nient la réalité et veulent plutôt montrer que leurs dirigés sont eux-mêmes responsables de leur situation. C'est ainsi qu'ils disent que les gens sont pauvres parce qu'ils ne travaillent pas, que les chômeurs n'existent pas mais qu'il existe des fainéants. Pourtant, le pouvoir a restreint de manière grave les moyens d'existence de tout un peuple.

L'autorité publique est ainsi responsable de la situation économique et sociale qui règne au Burundi. Le Président Evariste Ndayishimiye le reconnaît lui-même dans certains de ses discours. Malheureusement, il n'est pas conséquent dans ses actions. C'est en tout cas la même autorité de l'Etat qui est appelé à changer la situation et les voies pour le faire exister bel et bien.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au Gouvernement du Burundi :

- De mettre en avant l'intérêt supérieur de la société burundaise notamment en respectant le principe de la libre concurrence au marché des biens et services en général et du marché de carburant en particulier ;
- De combattre les spéculations économiques qui renforcent le marché noir au détriment du marché public officiel ;
- De mettre fin au phénomène de contributions forcées qui renforcent les comportements de détournements des fonds publics ;

- De mettre un terme aux expropriations illégales ou des spoliations foncières qui nuisent à la survie des burundais qui n'ont aucune autre source de revenu que la terre ;
- De s'abstenir à entraver les actions des personnes qui s'efforcent de trouver les moyens de subvenir à leurs besoins
- De suivre de près la gestion des structures de soins et la vente des médicaments essentiels ;
- De faire face au phénomène d'abandons scolaires en assainissant les conditions d'apprentissage.